



INCIDENCE DES TRANFERTS FINANCIERS DE LA DIASPORA SUR L'INVESTISSEMENT GLOBAL AU MALI

SIRA SAMBALLA DIALLO¹, TOURE ABOUBACAR ABDOU², COULIBALY BREMA³

¹Enseignant chercheur/ Institut Universitaire de Gestion (IUG)/ Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali) diallosirasambala@yahoo.fr

²Enseignant chercheur/ Institut Universitaire de Gestion (IUG)/ Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali) seredjinde@gmail.com

³Enseignant chercheur/ Institut Universitaire de Gestion (IUG)/ Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (Mali) bremacoulibaly@yahoo.fr

ABSTRACT

The study that links migrants' capital transfers to investments remains a hot topic in Mali. These funds are necessary for the financial health of households by allowing them to cover their daily expenses. Citizens generally suggest that they exert a positive influence on the country's economic development. The theory of gains maintains that these resources partially mitigate the volatility of the recipient country's total income, ensure the stability of consumption, reduce pressure on national savings and increase investment. Our study is a framework for explaining global investment in accordance with the investment code. Thus, it is devoted to the diaspora, the State and individuals in order to analyze investments. Our analysis is of the econometric type inspired by the model of Patillo et al. (2002) on time series ranging from 1990-2019, or 30 years of observations. In this model, investment is explained by the financial flows of the diaspora, the exchange rate and the HDI. The results assign a positive and significant coefficient to the explanatory variables and confirm their contributions in the country's supply of foreign currency, thus appreciating the quality of life of citizens and the real effective exchange rate. The financial system must lower the costs of transfers so that these flows become a source of financing and serve as a guide to channel them towards productive investments in Mali. The model approved a directly and positive transfused influence of expatriate remittances on Mali's investment.

Keywords: Incidence; Financial Transfers; Diaspora; Quality; Institutional Reforms; Global Investments; Mali.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14294368>

1 Introduction

Le stock de capital est considéré, en économie, comme étant un élément indispensable pour agir. Dans les pays en développement et singulièrement au Mali, de la famille à l'État en passant par l'entreprise, les collectivités ou des groupes d'associés tous se trouvent en besoins cruciaux de financements. Fort heureusement, les transferts d'argent effectués par des migrants regroupant naturellement des transferts individuels, la rémunération des salariés et des transferts de capital entre ménages constituent des sources supplémentaires et alternatives de financement des projets de développement. Ces flux peuvent aider à dépasser des contraintes de liquidité qui retardent le progrès dans de nombreux pays en développement. L'investissement, considéré comme le précurseur du développement économique, alors la course pour acquérir des fonds nécessaires au financement régulier des charges de l'économie constitue une frénésie obsessionnelle tant au niveau individuel que collectif. En 2018, la diaspora a injecté 7% de part dans le PIB du Mali permettant de maintenir la consommation interne et de réaliser une croissance de 5%, malgré l'insécurité.

Le rapport de la Banque mondiale estime qu'avec 900 millions de dollars transférés en 2018, contre 1,059 milliards en 2017 (soit 6,7 % de son PIB), le Mali a occupé le 3^e rang des pays francophones derrière le Sénégal et la RDC. La directrice chargée des opérations de la Banque mondiale pour le Mali, la Guinée, le Niger et le Tchad, Soukeyna Kane, a dit : « ces transferts proviennent principalement de la France, du Nigeria et du Gabon » et qu'« En outre, si l'on prend aussi en compte les montants reçus par des canaux informels, les transferts au Mali représentent sans nul doute un facteur important pour le financement du développement dans ce pays ». La diaspora a transféré 784 millions de dollars en 2011, 827 millions en 2012 et 895 millions en 2013 pour juguler la crise de 2012.

Dans nos pays, la mobilisation des ressources financières est une condition nécessaire de tout processus d'investissement. C'est dans ce cadre que, dès le lendemain de leur indépendance, les pays africains dans la perspective de parvenir à un développement économique et social se sont rendu compte que les infrastructures d'équipement et de production déjà en place étaient insuffisantes pour amorcer un quelconque décollage économique. L'écart entre le besoin d'investissement nécessaire et les ressources disponibles était énorme. C'est pourquoi, la plupart ont dû se baser sur les transferts de fond de la diaspora pour combler le déficit.

Afin de préserver pour les générations futures les expériences vécues au Mali en matière de transfert de fonds de la diaspora, le présent document se propose de rappeler les faits importants qui ont marqué l'évolution de ces flux depuis l'indépendance. A cet effet, le document est

structuré autour de trois (3) parties. Dans la première partie, nous essaierons de bien cerner le sens des concepts clés du travail à travers un cadre conceptuel, et ensuite, nous passerons en revue les différentes approches théoriques et empiriques relatives à notre travail. La deuxième partie sera axée sur un cadre d'analyse descriptive des transferts de fonds au cours de la période d'étude. La dernière partie du travail concerne un cadre d'analyses économétriques à partir du logiciel E-views.10, en vue de détecter une éventuelle incidence des flux financiers de la diaspora sur l'investissement au Mali.

Nous assistons à une augmentation croissante de transfert financier des migrants; mais l'on peut se demander de son impact réel ou supposé sur l'investissement au Mali. Cette pertinence des transferts nous interpelle et nous instigue à rechercher son importance ou encore ses impacts dans l'économie malienne, notamment sur la croissance et la pauvreté. Ainsi donc, sachant que, dans la réalité, les transferts d'argent ont un effet sur la croissance et le niveau de vie de la population, les transferts de devises de la diaspora, ont-ils un effet sur l'investissement au Mali? D'une façon générale et comme question de recherche, l'on se demanderait: quelle est l'incidence des transferts de capitaux effectués par la diaspora sur l'investissement au Mali? Les questions dérivées sont:

- Qu'est-ce qu'un transfert privé?
- Quel en est l'origine?
- Quelles sont les formes de diffusion des fonds envoyés au pays par l'émigration?
- En quoi cette contribution des transferts privés modifie les conditions de vie générale des citoyens installés au pays?
- Quelle est l'incidence de la participation financière des citoyens résidents hors de leur patrie, sur l'investissement au Mali?

Nous allons tenter d'apporter des éléments de réponses provisoires à ces questions à travers la formulation de notre hypothèse de recherche.

HYPOTHESE DE RECHERCHE: Étant une rentrée de devises sans contrepartie, le volume des transferts privés de la diaspora a une incidence positive sur l'investissement au Mali.

Dans le cadre de notre travail, nous nous donnons pour objectif majeur la recherche d'une éventuelle relation sous forme de modèle économétrique entre les transferts d'argent de la diaspora et l'investissement au Mali, de 1990 à 2019 ; soit une période de 30 ans.

De manière spécifique, il s'agira de:

- Définir le transfert privé
- Faire l'historique des migrations au Mali
- analyser les formes de diffusion des transmissions de devises dans l'économie malienne à partir des expatriés ;
- déterminer le niveau de la contribution des capitaux transférés par des individus installés à l'étranger dans la qualité de vie des citoyens vivant au pays ;
- Étudier l'incidence des transferts purement privés sur l'investissement au Mali

2. Cadre conceptuel, revue de la littérature théorique et empirique

2.1. Cadre conceptuel

Dans le but de faciliter la compréhension de ce travail de recherche, il importe de s'arrêter sur certaines notions clés dont il faudra délimiter les aspects intéressants; ces concepts clés sont: transferts privés, migration, investissement.

Pour l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), les rapatriements de fonds désignent tous les transferts monétaires effectués par les migrants vers leurs pays d'origine ; en d'autres termes, les flux financiers associés à la migration. Dans la plupart des cas, les envois de fonds sont des transferts monétaires effectués à titre individuel par un travailleur migrant ou un immigré au profit de proches dans son pays d'origine. Ces envois de fonds sont communément appelés transferts privés. Dans le cadre de notre travail nous avons donné différentes appellations à cette variable: Transferts de devises, transferts de fonds ou transferts tout court. Les travaux de recherche qui analysent ce phénomène nous fournissent de précieuses données descriptives cependant limitées en raison des contraintes sur les plans géographique, socioculturel et temporel auxquelles ces derniers font face.

Selon l'OCDE, le niveau des flux de transferts opérés par un émigré dépend à la fois de ses possibilités, à savoir, son revenu et la partie qu'il épargne de ce revenu et aussi sa motivation à rapatrier ses économies dans son pays d'origine. Au fait, l'une des méthodes d'étude des

déterminants des flux de transferts consiste à analyser les motifs qui animent les migrants au moment d'envoyer de l'argent; toutefois, les ouvrages qui traitent la question distinguent comme déterminants des transferts privés: l'altruisme pur, le simple intérêt personnel, les arrangements tacites avec la famille restée dans le pays natal et les décisions de gestion de portefeuille.

Selon l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), les définitions de la «migration» et par extension du «migrant» reposent sur des contextes politiques, sociaux économiques ou culturels distincts qui peuvent varier énormément. Le phénomène migratoire présente de réelles variations quant à sa signification sociale et économique et on peut élaborer une typologie de la migration en se fondant sur diverses distinctions. De ce fait, la politique migratoire et la gestion des migrations seront influencées par les distinctions retenues pour les définitions pratiques. Par exemple, les choses peuvent se définir sous un angle géographique («migration»), ou sous un angle humain («migrants»). Vu sous un angle géographique, «la migration» est le mouvement d'une ou de plusieurs personnes d'un endroit vers un autre et le franchissement de frontières administratives ou politiques dans l'intention de s'installer, définitivement ou temporairement, dans un endroit différent de leur lieu d'origine. On peut également établir une distinction entre «le pays d'origine», à savoir le point de départ, et «le pays de destination», à savoir le point d'arrivée. Par ailleurs, bien souvent la migration ne se produit pas directement entre un point d'origine et un point de destination, mais passe par un ou plusieurs «pays de transit».

Vu sous un angle humain, toute personne qui quitte son pays dans l'intention de résider dans un autre, est appelée «migrant» ou «émigré». Dans le nouveau pays, cette personne sera considérée comme un «immigrant» ou recevra une appellation analogue déterminée par la législation, car chaque Etat établit ses propres lois en matière d'immigration. Le terme «migrant» est plus général que «émigrant » ou «immigrant» car il ne précise pas la direction du mouvement.

La migration se définit comme le fait pour un individu de changer d'espace de vie habituel durant une période de temps donnée. En considérant l'espace national, tout changement de résidence à l'intérieur de cet espace, pour une certaine durée minimale, est une migration interne. Lorsque le changement s'effectue en dehors de cet espace, on parle de migration externe (ou internationale).

Le migrant durée-de-vie est tout individu qui a effectué une migration à un moment donné de sa vie. Si l'individu se trouve à nouveau à son lieu de naissance au moment de l'enquête, il est

appelé migrant de retour.

La migration récente ou ancienne: elle est dite récente lorsqu'elle s'est effectuée au cours des cinq dernières années; au-delà de cinq ans, elle est dite ancienne.

Les investissements sont des capitaux employés par toute personne, physique ou morale, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, financières et incorporelles dans le cadre de la création, de l'extension ou de la réhabilitation d'entreprises.

Quant à la liberté de transfert elle est la liberté de transférer à l'étranger sans autorisation préalable tous paiements afférents aux opérations courantes entre autres les bénéfices après impôts, les dividendes, les revenus salariaux, les indemnités et épargnes des salariés expatriés. Après la déclaration auprès du ministère chargé des Finances, les transactions en capital et les opérations financières telles que les cessions d'actions, des parts sociales, des fonds de commerce ou d'actifs, les parts de bonus dans la liquidation et les indemnités d'expropriation sont transférables.

2.2. Revue de littérature

Plusieurs théories se sont développées autour du phénomène de l'émigration aussitôt que celui-ci a pris des proportions énormes. Lucas et Stark (1985) ainsi que Oisili (2007) ont démontré que ces mouvements financiers sont guidés par des raisons « altruistes » ou de l'« intérêt personnel ». Pour Funkhouser (1995), dans la plupart des cas, les motivations du migrant sont mixtes, c'est-à-dire à la fois « altruistes » et d'« intérêt personnel ». Chaque fois qu'un montant arrive aux proches, c'est pour une bonne raison et à ce moment précis dans la mesure où avec une telle réception les parents pourront surmonter une des nombreuses phases de résolution des questions de revenus.

Des auteurs comme Funkhouser, (1995); Mouhoud E-M (2009) se fondant sur des déterminants microéconomiques (âge, niveau d'étude, sexe, durée de séjour à l'étranger, etc.) ont simultanément analysé les principales caractéristiques des envoyeurs des bénéficiaires. Quant à Gupta (2005); Mouhoud et al. (2008) eux ils ont centré leurs études sur des déterminants macroéconomiques (interactions entre flux monétaires et conditions économiques, financières et sociales) des pays d'origine et d'accueil.

Dans le modèle des accords de prêt Cox et Rank (1992), ont trouvé que l'investissement est au centre des raisons qui prévalent chez le migrant.

En effet, trois (3) principales raisons guident les migrants à envoyer de l'argent: le remboursement des prêts consentis pour son projet émigration, l'assurance vis-à-vis des autres proches restés au pays et l'investissement dans le pays d'origine.

2.3. Synthèse des études empiriques:

Les évaluations empiriques rencontrées dans la littérature sur la relation entre les transferts des migrants et les variables macroéconomiques demeurent ambiguës.

Blouchoutzi et Nikas (2010) ; Warsi et al. (2013) et Tchokpon (2010), à partir des séries temporelles, trouvent que les dépenses de consommation privée, l'investissement privé et les importations des trois économies (en transition): Roumanie, Bulgarie et Albanie sont impactés de façon positive et significative par des transferts de fonds. De même, ces transferts ont un impact positif sur le PIB à long terme, mais négatif sur l'inflation au Pakistan, pendant la période 1978-2009 et agissent sur la croissance économique via la consommation, l'investissement et l'importation au Bénin.

Des auteurs comme Mallick (2012); Siddique et al.(2012) aboutissent à un impact négatif de ces transferts de devises venant des migrants sur l'investissement privé à long terme tandis que d'autres à l'absence de relation de cause à effets entre ces fonds et la croissance économique. Singh et al. (2010) ainsi que Ahoure (2008) ont mis aussi en exergue les effets des transferts sur la croissance économique conditionnellement à la bonne gouvernance.

Il ressort de cette revue que les transferts influent directement sur la croissance économique et indirectement à travers l'investissement, la consommation, le capital humain, la qualité de la gouvernance, le niveau du développement du secteur financier, l'inflation et le taux de change effectif réel. Cependant, bien que ces transferts aient un enjeu majeur dans le processus de développement, ils pourraient néanmoins perturber l'objectif de la stabilité des prix.

3. Cadre d'une analyse descriptive des transferts de fonds des maliens de l'extérieur

La deuxième partie du travail s'articule autour de trois grands points. Le premier, vise à étudier L'origine des transferts de Fonds des Maliens de l'Extérieur, et, le second met en évidence sa structure et son évolution. Au troisième point seront analysées les mesures pour augmenter le volume des transferts de fonds.

3.1. L'origine des transferts de Fonds des Maliens de l'Extérieur

Pays sans littoral, le Mali est situé en Afrique de l'Ouest sur une superficie de 1 241 138 km² occupée par une population multiculturelle estimée à plus de 24 000 000 habitants, légèrement à majorité masculine (RGPH, Mali, 2022). Le Bureau des Statistiques et Prospectives de la

Migration de la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME) estime à un peu plus de 4 000 000, les maliens vivant à l'étranger dont les 3 500 000 se trouvent sur le continent Africain (soit 87,5%), 200 000 en Europe (soit 5%) avec 120 000 en France (soit 3%). La majorité des migrants maliens sont installés en Afrique de l'Ouest (tableau 1) avec les 44 % de ces migrants sur le territoire ivoirien. Le Nigéria occupe la deuxième destination en termes d'effectif avec près de 14%.

L'Afrique de l'Ouest est la source la plus importante des envois de fonds, mais le montant moyen des envois de fonds des migrants travaillant en Europe est plus élevé (tableau 2). La Côte d'Ivoire reste le pays d'où proviennent les envois de fonds les plus élevés, mais le montant moyen envoyé par un migrant qui travaille en France est trois fois plus élevé. Cela tient surtout au niveau plus haut des salaires en Europe, mais aussi au coût plus élevé des transferts passant par des circuits informels, pratique plus courante pour les migrants vivant en Afrique de l'Ouest.

Tableau 1. Mali, migrants par pays de destination, 2010

Cote d'Ivoire	440960
Nigéria	133464
Niger	69790
France	68786
Burkina Faso	68295
Gabon	31306
Espagne	21589
Sénégal	17502
Autres	162068
Total	1013760

Source : Banque mondiale, Note d'information sur les migrations et envois de fonds, 2011

Tableau 2. Mali: envois de fonds par pays d'origine, 2011

	Millions \$EU	\$EU/migrant
Côte d'Ivoire	162,7	369,1
France	77,2	1122,5
Nigéria	52,5	393,1

Burkina Faso	23,7	347,7
Niger	22,9	327,5
Espagne	22,8	1054,2
Gabon	21,9	698,5
Sénégal	6,6	379,2
Autres	82,4	508,7
Total	472,7	466,3

Source: Banque mondiale, Note d'information sur les migrations et envois de fonds, 2011

3.2. L'évolution des Transferts de Fonds des Maliens de l'Extérieur

L'ampleur des flux migratoires dans nos pays tire ses sources de la théorie classique de l'économie du travail dont les plus importants facteurs sont l'opportunité d'accès à l'emploi dans un pays d'accueil, le salaire potentiel et l'existence de réseaux (Massey et al, 1993). Ces flux migratoires découlent des problèmes chroniques de manque d'emplois qualifiés, de l'inadéquation de formation avec les besoins du marché de travail et de la faiblesse de la taille des économies. Même si la migration constitue une fuite de cerveaux, les flux de revenus qu'ils engendrent peuvent jouer un rôle déterminant dans les pays récepteurs. Ce rôle dépend finalement des conditions économiques dans le pays d'accueil et d'origine qui sous-tendent les décisions d'envois de fonds par les migrants.

L'évolution de la courbe des transferts de fonds des maliens de l'extérieur a connu une assez ample fluctuation. En effet, sur la période 1990-2020, le flux des transferts de fonds des migrants a connu une croissance à tendance exponentielle au Mali (Cf.figure 1). Le montant des transferts n'a cessé d'augmenter durant cette période atteignant son niveau élevé en 2019 soit à 1022 millions de dollars des EU. D'un montant de 107 million de dollar des EU en 1990, ils ont atteint 1022 million de dollar en 2019.

L'importance du volume des Transferts de Fonds pour l'économie malienne s'est accrue ces dix dernières années. En 2019, selon la Banque Mondiale les Transferts de fonds au Mali ont atteint 1022 millions de dollars EU (figure 1), ce qui fait environ 587 milliards de F.CFA, soit 5,91 % du PIB nominal, contre 473 millions de dollars EU, environ 234 milliards de F.CFA (4,42% du PIB) en 2010.

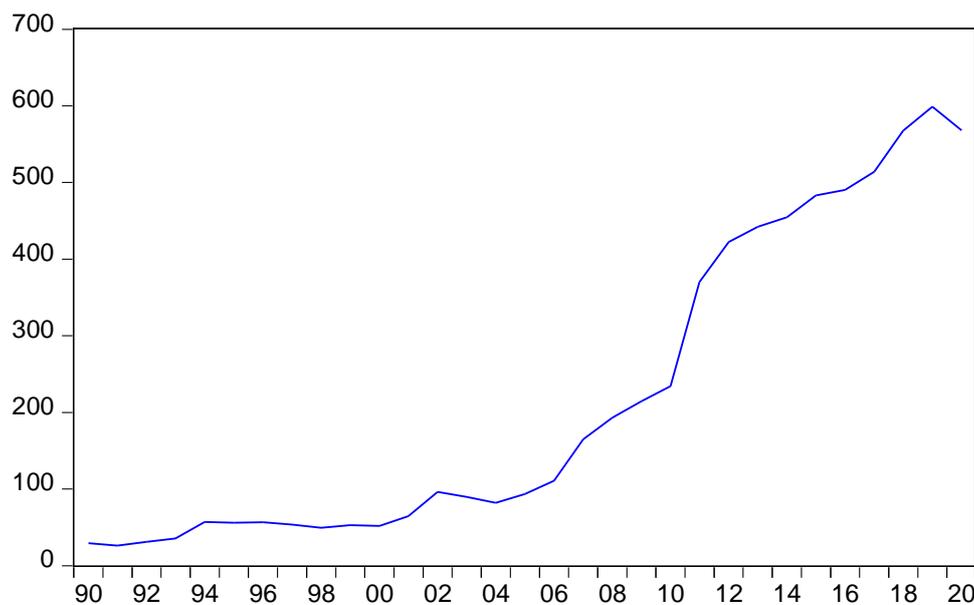


Figure 1: Transfert de fonds des migrants maliens (en million \$ US)

Les transferts de fonds estimés à l'aide de différentes méthodologies Jusqu'en 2012, la BCEAO estimait les transferts de fonds à 70 % des transferts effectués par l'intermédiaire des banques et des sociétés de transfert de fonds, ainsi qu'au moyen de mandats postaux et de chèques de voyage. Les estimations de la Banque mondiale sont très proches de celles établies par la BCEAO suivant cette méthodologie (graphique1). En 2013, la BCEAO a adopté une nouvelle méthodologie pour estimer les transferts de fonds à partir de 2011. La nouvelle méthodologie consiste à estimer les transferts de fonds en faisant la somme des transferts formels et informels. Les transferts de fonds formels sont estimés à 77 % des transferts passant par les banques et les sociétés de transfert de fonds. Les transferts de fonds informels sont estimés à 41 % des transferts de fonds formels.

Faisant foi sur les résultats d'une enquête auprès des ménages dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO,2013), les fonds reçus servent essentiellement à la consommation des ménages(54,6%), à l'investissement dans le secteur de l'immobilier(15,8%), aux dépenses d'éducation et de santé(6,4% et 3,4% respectivement), ainsi qu'aux autres investissements (5,5%).

De même, les événements familiaux et religieux mobilisent 8,7% des transferts de fonds des travailleurs migrants.

3.3. LES MESURES POUR AUGMENTER LE VOLUME DES TRANSFERTS DE FONDS

Chaque année, des millions de migrants quittent leurs pays et leurs familles pour aller gagner leur vie ailleurs. Et chaque année, ces migrants envoient des milliards de dollars à leurs proches, déboursant ce faisant des millions en frais d'envoi. Pour la seule année 2012, on évalue à pratiquement 60 milliards de dollars les envois de fonds effectués par 30 millions de migrants africains. Privés de véritables sources de revenu sur place, la majorité des 120 millions de bénéficiaires, en Afrique, dépendent de cet argent pour leur survie, leur santé, leur éducation et leur quotidien.

Mais le coût de ces transferts est tel que les sommes envoyées n'ont pas tout l'impact qu'elles pourraient avoir. Il ressort d'études fondées sur des enquêtes régionales que les marchés des transferts en AfSS ont les coûts de transfert les plus élevés de toutes les régions en développement (tableau 3) et les systèmes de paiement de détail les moins efficaces et que c'est sur ces marchés que la part des envois de fonds passant par des circuits informels est la plus grande¹. En outre, peu de bénéficiaires ayant accès aux services bancaires (12,3 % de la population au Mali dont 7,06% couvert par le Système Financier Décentralisé) ou aux sociétés de transfert de fonds (30 % de la population en AfSS)², une grande partie des envois de fonds est acheminée vers le marché des transferts informel.

Tableau 3: Coût des envois de fonds vers les régions en développement

Régions	Cout (en\$) par envoie de 200\$
Afrique subsaharienne	46
Moyen-Orient et Afrique du Nord	36
Asie de l'Est et Pacifique	34
Europe et Asie centrale	30
Amérique latine et caraïbes	29
Asie du Sud	26

Source: Ratha et al. (2011).

Les obstacles aux transferts de fonds vers l'Afrique Subsaharienne (AFSS) sont le faible niveau d'accès des bénéficiaires aux banques et le développement insuffisant des marchés des transferts, qui accroissent les coûts de transfert.

¹ Ratha, D. et. al (2011).

² Banque africaine de développement (2007).

Des réformes visant à améliorer l'accès aux institutions financières et aux sociétés de transfert de fonds et à accroître la concurrence et la transparence sur les marchés des transferts s'imposent pour faciliter les envois de fonds. Un plus grand accès aux institutions financières aurait pour effet d'acheminer un volume plus élevé de transferts vers le secteur formel, permettrait de mieux les mesurer et en réduirait les coûts. Une transparence et une concurrence accrues sur les marchés des transferts contribueraient en outre à réduire le coût de l'envoi d'argent au pays. De plus, les services bancaires itinérants, qui ont été une source importante de transferts intérieurs en Afrique de l'Est, restent peu développés dans l'Ouest du continent. La plupart des Maliens travaillent dans les pays de l'UEMOA qui ont la même monnaie que leur pays. Le développement des services bancaires itinérants dans l'UEMOA pourrait ainsi contribuer à une augmentation sensible des envois de fonds au Mali car il n'y aurait pas de coût de change associé aux transferts de fonds. D'autres mesures visant à renforcer la stabilité et à faciliter le développement du secteur financier au Mali encourageront davantage les migrants maliens à envoyer des fonds au pays.

Selon les chiffres de la base de données Send Money Africa de la Banque mondiale, financé par le Projet Africa International Remittances (AIR), les Africains déboursent plus que n'importe quel autre groupe de migrants pour envoyer de l'argent chez eux. L'Afrique subsaharienne est la destination la plus coûteuse du monde en la matière: les frais moyens de transfert depuis l'étranger ont atteint 12,4 % en 2012. Le coût moyen des envois vers l'ensemble de l'Afrique avoisine 12 %, un taux supérieur à la moyenne mondiale (8,96 %) et près de deux fois plus élevé que le coût des transferts de fonds vers l'Asie du Sud, qui bénéficie des tarifs les plus faibles au monde (6,54 %).

Le fait de ramener le coût des transferts à 5 % du montant transféré — un objectif que le G8 et le G20 visent en 2014 — restituerait 4 milliards de dollars aux migrants africains et à leurs familles.

« Le coût élevé des transactions réduit le montant des envois de fonds, qui constituent un moyen de subsistance pour des millions d'Africains », déclare Gaiv Tata, directeur du département des pratiques mondiales en matière d'inclusion et d'infrastructure financière à la Banque mondiale. « Les envois de fonds aident beaucoup les ménages à faire face aux besoins immédiats et à investir dans l'avenir: la réduction des frais de transfert aura donc un effet notable sur la pauvreté ». La réduction des frais de transfert contribue aussi à promouvoir

l'inclusion financière, car ces transactions sont souvent les premiers services financiers utilisés par les destinataires, qui sont ensuite davantage susceptibles de recourir à d'autres prestations, comme les comptes bancaires.

Les tarifs des envois de fonds sont encore plus élevés entre les nations africaines. C'est en Afrique du Sud, en Tanzanie et au Ghana qu'ils sont les moins avantageux : ils se montent respectivement à 20,7 %, 19,7 % et 19 % en moyenne, en raison de divers facteurs, dont la faible concurrence qui prévaut sur le marché des transferts de fonds internationaux.

Toujours selon *Send Money Africa*, les banques — qui pratiquent les tarifs les plus élevés parmi tous les prestataires de services d'envoi de fonds — sont souvent le seul circuit financier auquel les migrants africains ont accès. Un cadre réglementaire encourageant la concurrence entre les prestataires peut non seulement élargir la palette de choix accessibles aux migrants mais aussi contribuer à abaisser les tarifs des transferts. Les travailleurs migrants, enfin, tireraient profit d'une information plus transparente sur ce type de services, puisqu'ils pourraient prendre leurs décisions en toute connaissance de cause. En mai 2010, ORANGE a lancé un produit innovant « Orange Money ». Les transferts de fonds à travers ce réseau ont le coût le plus bas.

4. Modélisation de l'impact des transferts privés sur l'investissement global au Mali

Nous avons, comme spécifié dans notre démarche méthodologique, procédé dans un premier temps à la définition des variables d'intérêt de cette étude à travers un cadre conceptuel et traité de façon exhaustive des documents académiques pour alimenter notre littérature théorique et empirique. Dans un second temps, nous avons présenté, à travers un cadre d'analyse descriptive, la progression des dites variables dans l'économie Malienne. Dans cette partie, il s'agit de modéliser l'incidence des transferts privés sur l'investissement global au Mali. Le processus de cette modélisation permettra, à travers une base de données, de procéder à des analyses économétriques visant à vérifier ou rejeter l'hypothèse formulée, à savoir, le volume des transferts privés de la diaspora répercute positivement sur l'investissement au Mali.

4.1. Approche méthodologique

Dans cette partie, il sera question de préciser la méthode d'analyse, la procédure d'estimation des modèles et les variables ainsi que les sources des données.

Cette recherche s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive. En effet, nous sommes partis d'une hypothèse et espérons étudier des séries chronologiques en relation avec cette prédiction. Compte tenu des objectifs de la recherche, une approche quantitative paraît plus pertinente. Nous avons opté pour l'usage des données secondaires comme moyen de collecte de données. L'étude porte sur les facteurs explicatifs de l'investissement dans un pays de l'Afrique de l'Ouest. Le choix du pays s'est fait sur la base des habitudes d'investissement et le niveau de développement économique. Le Mali a été retenu pour la raison que le pays est caractérisé par un faible taux d'investissement et de croissance économique.

L'analyse dans le cadre de cette étude sera basée sur un modèle économétrique. Ce modèle permettra d'analyser l'incidence des flux financiers de la diaspora sur l'investissement au Mali. Dans le modèle, L'investissement est expliqué par l'indice de développement humain (**IDH**), le taux de change de la monnaie (**TCH**) et des transferts en millions de dollars des EU par la diaspora (**TRSF**). La fonction du modèle est ainsi : $INV = F (TRSF, IDH, TCH)$.

Nos outils de vérification des hypothèses sont statistiques et économétriques. Des tests de stationnarités de Dickey-Fuller Augmenté ADF et de Phillip Perron vérifient la stationnarité des variables. Nos données secondaires sont des mesures annuelles des Institutions Financières Internationales (FMI et Banque Mondiale), régionales (UEMOA et BCEAO) et nationales (Observatoire pour le Développement Humain Durable).

4.2. Présentation et interprétation du modèle:

Dans cette partie, il s'agira d'estimer le modèle économétrique puis d'interpréter les résultats afin de dégager les principales conclusions.

4.2.1. Estimation du modèle:

L'estimation du modèle comprend l'analyse des variables et le choix de la méthode d'estimation. L'analyse des données permet de dégager les caractéristiques essentielles des variables. Elle comprend l'analyse graphique de la variable à expliquer et se poursuit par l'étude de la stationnarité de toutes les variables de l'équation. La méthode d'estimation est les moindres carrés ordinaires. Tous les tests et estimations ont été faits sur le logiciel Eviews.10.

L'évolution du logarithme de l'investissement total montre une allure concave avec des pics respectivement en 1994; 2000 et en 2012. Ces pics correspondent respectivement à la période de crise économique qu'a connu le Mali et la dévaluation du franc CFA. Cependant, depuis 2005 l'investissement est dans une tendance haussière. L'existence de variables non stationnaires dans les séries nous conduit à envisager l'étude de la co-intégration.

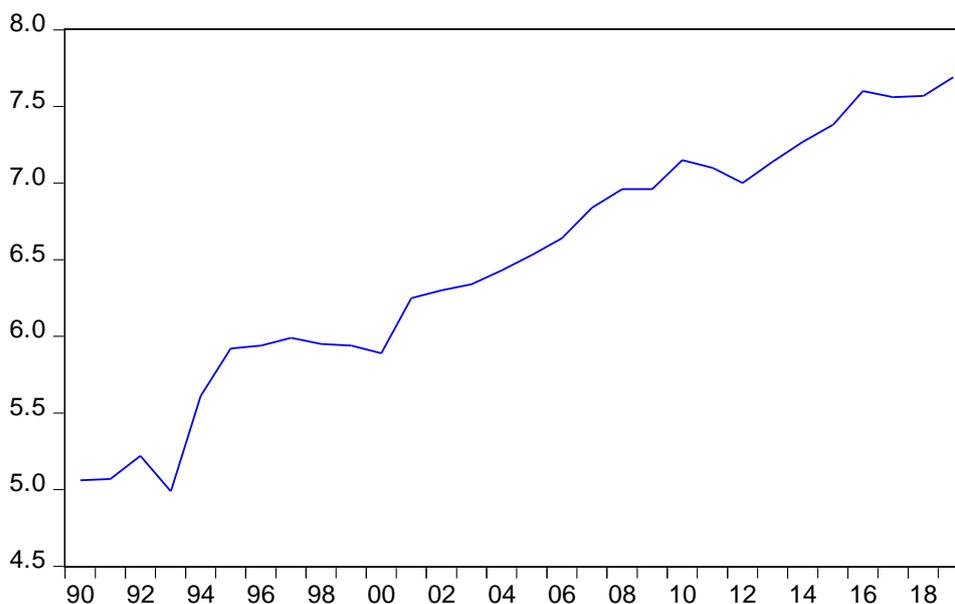


Figure 2: Analyse graphique de l'évolution de LINV

4.2.2. Validation du modèle:

La validité du modèle est appréciée à travers la validité économique, statistique et économétrique.

Dans l'ensemble, le modèle est cohérent du point de vue de la théorie économique. En effet, toutes les variables ont respecté les signes prévus. La validité économique du modèle est donc vérifiée.

Les tests classiques effectués sur le modèle nous permettent de conclure que :

Sur le plan statistique : Dans notre modèle le coefficient de détermination est sensiblement égal à 0,9751 (voir équation). Ce qui signifie que les variations de l'investissement en pourcentage sont expliquées à 97% par les variables du modèle. Le test d'adéquation d'ensemble de Fisher vient corroborer celui du coefficient de détermination. En effet, la statistique de Fisher Prob (F-statistic)=0,0000 est inférieure à 5%. On rejette l'hypothèse nulle ; la qualité de la régression est bonne au seuil de 5%. Ceci nous conduit à vérifier la qualité individuelle des variables explicative. Le test de la qualité individuelle de ces variables est apprécié par la statistique t-student. Dans notre modèle ce test montre que les variables TRSF, IDH, TCH, et la constante

sont toutes significatives à 1%. La règle de décision nous permet de dire que toutes les variables sont statistiquement pertinentes.

Sur le plan économétrique : les erreurs sont homoscédastiques et ne sont pas auto corrélées, le modèle est stable et globalement significatif (Prob (F-statistic 0.000000) enfin le test de normalité effectué est celui de Jarque-Bera (1984). Nous notons que les résidus sont normaux. En effet, la probabilité (0,4455) est supérieure à 5%.

4.2.3. Interprétations des résultats:

Les résultats de l'estimation du modèle indiquent que le coefficient des transferts (0.329585) est positif et significatif à 1% (prob.= 0.0007). Donc l'investissement est dopé ou stimulé par le volume des envois de fonds de la diaspora. R-carré est égale à 0,975 soit près de 97%, ce qui signifie que l'investissement est expliqué à 97% par les variables du modèle. Probabilité de Fisher égale à 0,000000 est inférieure au seuil de 5%: le modèle est globalement significatif.

D'après les estimations, l'investissement au Mali augmente de 33 Points pour l'augmentation de 100 unités du volume des transferts. L'effet stimulant des envois de fonds sur l'investissement au Mali peut s'expliquer par le fait que l'argent reçu aide les familles à investir surtout dans la construction, les achats de terrain, de champ et de bétail.

Nous avons postulé comme hypothèse que « le volume des transferts privés de la diaspora à une incidence positive sur l'investissement au Mali. ». Cette hypothèse ne peut être rejetée dans la mesure où nous constatons une orientation de l'argent envoyé vers les investissements. De 139,3 en 1990, l'investissement global est passé à 2281,3 en 2019 soit une augmentation de plus de 1000% en 30 ans; au même moment le volume des transferts a aussi connu une croissance annuelle moyenne de près de 27%. Les envois de fonds sont une source importante de revenus pour des millions de familles dans les pays en développement. A ce titre, l'accroissement des flux de transferts de fonds peut avoir un impact positif sur la capacité des familles à bénéficier de soins de santé, de services éducatifs, d'une alimentation correcte et surtout d'investissement.

En effet, le transfert de fonds de la diaspora a un impact positif sur l'investissement au Mali. Contrairement aux résultats de cette étude certains auteurs qui ont étudié l'impact des envois de fonds sur l'économie ont découvert son impact négatif ou nul sur les variables macroéconomiques: (Mallick , 2012 ; Singh et al., 2010 ; Ahoure 2008).

Tableau 4: Résultats du Modèle

Dependent Variable: LINV				
Method: Least Squares				
Date: 09/14/24 Time: 15:26				
Sample: 1990 2019				
Included observations: 30				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-1.974096	0.913377	-2.161316	0.0401
LTRSF	0.329585	0.086232	3.822060	0.0007
LTCH	0.730334	0.148838	4.906897	0.0000
IDH	6.053722	1.363065	4.441256	0.0001
R-squared	0.975148	Mean dependent var		6.476333
Adjusted R-squared	0.972281	S.D. dependent var		0.811701
S.E. of regression	0.135140	Akaike info criterion		-1.041440
Sum squared resid	0.474836	Schwarz criterion		-0.854613
Log likelihood	19.62160	Hannan-Quinn criter.		-0.981672
F-statistic	340.0709	Durbin-Watson stat		1.398038
Prob(F-statistic)	0.000000			

5. Conclusion

La question soulevée par cette étude était celle de l'incidence des transferts de fonds de la diaspora sur l'investissement au Mali. En effet, cette question ne fait pas l'unanimité dans la théorie économique. Pour certains (Adams, 2004; Docquier et al, 2011) l'argent reçu permet d'affecter la croissance économique à long terme et réduire ainsi la pauvreté; alors que d'autres (Barajas et al, 2010) considèrent que les envois de fonds ont souvent des effets défavorables en présence d'aléa moral entre l'envoyeur de fonds et la famille réceptrice.

Si l'objectif fixé dans l'introduction est atteint cela permettra aux autorités politiques et économiques un éclairage certain sur les relations qui existent entre les transferts de fonds et l'investissement au Mali, pour des mesures adéquates en vue d'augmenter le volume de ces transferts. Pour atteindre cet objectif, nous avons d'abord fait une étude des envois de fonds. Cette étude, montre que le volume des envois vers le Mali s'est accru durant la période de l'étude, amplifiée par les effets mécaniques de changement de la parité du franc CFA en 1994. Les efforts conjoints des autorités des pays récipiendaires et des partenaires multilatéraux doivent permettre de réduire le coût des envois. Ensuite nous avons estimé un modèle qui s'inspire de celui de Patillo, C (2004)), c'est un modèle d'investissement qui est fonction du volume des transferts de fonds en million de dollar des Etats Unis, du taux de change dollar US-franc CFA et l'IDH. Ce modèle nous a permis d'évaluer l'impact des transferts sur l'investissement. La méthode d'estimation est les moindres carrée ordinaire. L'estimation du

modèle est faite à l'aide du logiciel Eviews.10 avec des données annuelles qui couvre la période de 1990 à 2019.

Les principaux résultats auxquels nous avons abouti se résument comme suit:

L'estimation du modèle montre que le coefficient des transferts est positif et significatif. Par son coefficient, le volume des transferts est une source de financement de l'investissement au Mali.

De l'estimation du modèle on peut donc conclure que le volume des envois de fonds a un impact direct et positif sur l'investissement au Mali. Cet impact positif et direct peut s'expliquer par le fait que l'argent reçu est orienté vers les dépenses urgentes des familles. En effet l'augmentation du volume des envois de fonds permet aux ménages de faire face aux dépenses de consommation, de santé, d'éducation et autres investissements.

A travers l'étude économétrique que nous avons effectuée, une analyse critique a été faite sur l'impact des transferts de fonds sur l'investissement au Mali. En effet, après avoir utilisé trois variables explicatives, nous avons constaté que les envois de fonds ont un rôle fondamental dans l'amélioration du niveau de vie au Mali. Puisque l'étude n'est pas exhaustive, plusieurs questions peuvent être posée, notamment: quelles sont les mesures à prendre pour réduire le coût des transferts? Ou quelles sont les conséquences de ces envoies sur les bénéficiaires?

REFERENCES

- [1]Acosta, A.P., Baerg, N. R., et Mandleman, S.F. (2009), "Financial Development, Remittances, and Real Exchange Rate Appreciation", Federal Reserve CRED of Atlanta, Economic Review, Vol. 94, N° 1, 2009.
- [2]Acosta, A. P., Lartey, K.K.E. et Mandelman, S.F., (2007), "Remittances and the Dutch disease". Federal Reserve CRED of Atlanta Working Paper 2007-8, April.
- [3]Adams, R.H. (2004), "Remittances, poverty, and investment in Guatemala", World CRED Policy Research Working Paper N° 3418, 1-38.
- [4]Adenutsi, E. D., Aziakpono et Ocran, K. M. (2012), "Macroeconomic Environment and Remittances in Post-Independent Sub-Saharan Africa : Magnitudes, Trends and Stylised Facts". J. Stud.Econ.Econometrics, 2012, 36 (2)
- [5]Aggarwal, R., Demirgüç-Kunt, A. et Martinez Peria, M. S. (2006), "Do workers' remittances promote financial development ?" World CRED Policy Research Working Paper 3957, July 1.

- [6]Ahoure, A. E. A. (2008), "Migrations, Transferts, Gouvernance et Croissance dans les Pays d’Afrique sub-saharienne: Une analyse à partir de données de panel". Papier préparé pour le séminaire sur les migrations. IMI WORKSHOP, Rabat, November 2008.
- [7]Amuedo-Dorantes, C., Pozo, S. et Vargas-Silva, C. (2010), “Remittances in Small Island Developing States”. *Journal of Development Studies*, Vol. 46, N° 5, 941–960, May 2010.
- [8]Baldé, Y. (2011), “The Impact of Remittances and Foreign Aid on Savings/Investment in SubSaharan Africa”. *African Development Review*, Vol. 23, N° 2, 2011, 247–262.
- [9]Balderas, J. U. et Nath, H. K. (2008), "Inflation and relative price variability in Mexico : the role of remittances". *Applied Economics letters*, vol. 15, pp. 181 - 185.
- [10]Balderas, U. J., et Gartias-Concateras, R. (2009), “The Effects of Remittances and Relative Price Variabilité on Inflation : Evidence From 32 Mexican States”. *Indian Journal of Economic and Business*, Vo. 8, N° 2, (2009) : 269-278.
- [11]Barajas, A. Chami, R., Hakura, D. et Montiel, P. (2010), "Workers’ Remittances and the Equilibrium Real Exchange Rate: Theory and Evidence." *IMF Working Papers*, 10/287; International Monetary Fund.
- [12]Bettin, G. et Zazzaro, A. (2010), "Remittances and Financial Development : Substitutes or Complements in Economic Growth?, *Bulletin of Economic Research* 64:4, 2012, 0307-3378, DOI: 10.1111/j.1467-8586.2011.00398.
- [13]Blouchoutzi, A. et Nikas, C. (2010), “The Macroeconomic Implications of Emigrants’ Remittances in Romania, Bulgaria and Albania”. *Post-Communist Economies* Vol. 22, N° 4, December 2010, 547–558.
- [14]Breitung, J. (2000), “The local power of some unit root tests for panel data.”, *Advances in Econometrics*, 15, 161–177.
- [15]Chami, R., Hakura, D., et Montiel, P. P. (2009), “Remittances : An Automatic Output Stabilizer?” *IMF Working Paper* 91, Washington.
- [16]Coorey, A. (2012), “The Impact of Migrant Remittances on Economic Growth: Evidence from South Asia”. *Review of International Economics*, 20(5), 985–998, 2012.
- [17]Coulibaly, D. (2010), "Essays on international Remittances : A Macroeconomic Approach", thèse pour le Doctorat de Sciences Economiques, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, U.F.R de Sciences Economiques.
- [18]Cox, D. (1987), "Motives for private transfers", *Journal of Political Economy*, 95(3): 508-46

- [19]Cox, D. et Rank, M. (1992), "Inter-vivos transferts and intergenerational exchange." *Review of Economics and Statistics* 74, 305-314.
- [20]Docquier, F., Rapoport, H. et Sara, S. (2011), "Remittances, Migrants' Education and Immigration Policy : Theory and Evidence from Bilateral Data," *Discussion Papers* 6104.
- [21]Esteves, R. et Khoudour-Castéras, D. (2009), "Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period, 1870-1913", WP, CEPII.
- [22]Fayissa, B. et Nsiah, C. (2010), "The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa". *The American Economist*, Vol. 55, N°2, (Fall 2010), 92-103.
- [23]Lucas, R. E. B., et Stark, O. (1985), "Motivations to Remit: Evidence from Botswana", *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–18.
- [24]Mallick, H. (2012), "Inflow of Remittances and Private Investment in India", *The Singapore Economic Review*, Vol. 57, N° 1 (2012) 1250004 (22 pages). World Scientific Publishing Company. DOI: 10.1142/S021759081250004X.
- [25]Massey, D.S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., Taylor, J.E. (1993), "Theories of International Migration : a Review and Appraisal", *Population and Development review* 19, n° 3, pp. 431-466.
- [26]Mim, S. B. et Ali, M. S. B. (2012), "Through Which Channels Can Remittances Spur Economic Growth in MENA Countries?" *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*, Vol. 6, 2012-33. <http://dx.doi.org/10.5018/economics-ejournal.ja.2012-33>.
- [27]Naiditch C. (2009), "Trois essais sur les transferts de fonds des migrants," thèse de doctorat sous la direction de Kopp P., Université Panthéon-Sorbonne, Paris I.
- [28]Nikas, C. et King, R. (2005), "Economic growth through remittances: lessons from the Greek experience of the 1960s applicable to the Albanian case". *Journal of Southern Europe & the Balkans*, 7(2), pp. 235–257.
- [29]Nisar, A. et Tufail, S. (2013), " An Analysis of Relationship between Remittances and Inflation in Pakistan", *Zagreb International Review of Economics & Business*. Vol. 16. n°. 2. pp. 19-38.
- [30]Patillo, C., Ricci, L. et Poirson, H. (2004), Washington : « Dette Extérieure et Croissance Economique ». Document de travail du FMI n°04/15.
- [31]Rao, B. B. et Hassan, M. G. (2012), "Are the Direct and Indirect Growth Effects of Remittances Significant?" *The World Economy* (2012).

- [32]Rapoport, H. et Docquier, F. (2005) : The economics of migrants' remittances. In L., A, GerardVaret, S-C Kolm and J. Mercier (Eds) Handbook of the Economics of Reciprocity, Giving and Altruisme, Amsterdam : North Holland.
- [33]Ratha, D. (2005), "Leveraging Remittances for Capital Market Access", Unpublished Manuscript, World CRED, Washington, DC.
- [34]Sayan, S. (2006), "Business Cycles and Workers' Remittances: How Do Migrant Workers Respond to Cyclical Movements of GDP at Home?", IMF Working Papers 06/52.
- [35]Siddique, A., Selvanathan, E.A. et Selvanathan, S. (2012), "Remittances and Economic Growth : Empirical Evidence from Bangladesh, India and Sri Lanka", Journal of Development Studies, Vol. 48, N° 8, 1045–1062, August.
- [36]Singh, R. J., Haacker, M., Lee, K.-W. et Goff, M. L. (2010), "Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances in Sub-Saharan Africa". Journal of African Economies, Vol. 20, number 2, pp. 312–340. 25 October 2010.
- [37]Stark, O. (1991) : The Migration of Labor, Oxford and Cambridge, Mass.
- [38]Stark, O., et Lucas, R. E. B. (1988), "Migration, remittances and the family. Economic Development and Cultural Change, 36, 465–81.
- [39]Tchokpon Medenou, A. N. A. (2010), "Analyse des canaux de transmission des transferts de fonds sur l'économie béninoise", CAPOD, Mai
- [40]Warsi, A. Z., Mubarik, M. S., et Hussain, J. (2013), "Effect of Workers' Remittances on Balance of Trade, Inflation and Economic Growth in Pakistan". Pakistan Business Review